



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Premier ministre

Question au Gouvernement n° 1444

Texte de la question

CONSÉQUENCES POLITIQUES DES ÉLECTIONS RÉGIONALES ET EUROPÉENNES

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Ayrault, pour le groupe socialiste.

M. Jean-Marc Ayrault. Monsieur le Premier ministre, après les élections régionales, votre gouvernement a été une deuxième fois désavoué aux élections européennes par le peuple français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Vives protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Jean-Jacques Descamps. C'est faux !

M. Jean-Marc Ayrault. Celui-ci vous a tout simplement censuré de la plus éclatante des manières.

M. Richard Cazenave. Et vos amis Schröder et Blair ?

M. Jean-Marc Ayrault. Légalement, j'en conviens, la responsabilité de votre gouvernement n'est pas engagée dans ces scrutins intermédiaires. (" Ah ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

Mais sa légitimité est en fuite. (" Non ! " sur les mêmes bancs.) Vous ne disposez plus de la confiance et de l'assise nécessaires pour mener l'action de redressement dont la France a besoin.

M. André Gerin. C'est vrai !

M. Jean-Marc Ayrault. Monsieur le Premier ministre, votre abnégation n'est pas en cause. Vous avez cru agir pour le bien du pays. Mais vous et votre gouvernement incarnez aujourd'hui l'échec d'une politique. (Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.) Vous avez démontré votre impuissance à stimuler la reprise, vous avez méconnu le drame du chômage, vous avez creusé les inégalités. (" Non ! " sur les mêmes bancs.) Mais votre plus grave manquement est d'avoir amplifié la crise civique du 21 avril, dont votre gouvernement est issu.

Vous accrocher à ce qui n'est plus que l'apparence du pouvoir, comme vous le faites depuis les élections régionales, ne peut que précipiter le pays dans une impasse. S'il y a de la noblesse à braver l'impopularité pour accomplir ce à quoi l'on croit, c'est une grande faiblesse de gouverner un peuple contre lui-même.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

Monsieur le Premier ministre, ma question est donc terriblement simple : allez-vous remettre la démission de votre gouvernement au Président de la République ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Pierre Raffarin, *Premier ministre.* Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, monsieur le député Ayrault...

Plusieurs députés du groupe socialiste. Monsieur le président Ayrault !

M. le Premier ministre. Monsieur le président du groupe socialiste, député-maire de Nantes, en bon républicain, je respecte les institutions de la Ve République. (" Alors, démissionnez ! " sur les bancs du groupe socialiste.) Je vous invite à faire de même. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Je constate qu'à défaut d'idées, à défaut de projet, à défaut de programme, vous avez choisi une stratégie : la chasse à l'homme ! (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements et huées sur*

les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

M. Jean Glavany. N'importe quoi !

M. le Premier ministre. Ce n'est pas ma conception de la démocratie. Ce n'est pas ma conception de la République.

Je sais qu'il y a dans vos rangs de très nombreux présidentiables, mais aucun d'entre eux, que je sache, n'a le pouvoir de nommer le Président de la République... *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)* Alors, que chacun reste dans son rôle : à vous le vacarme des mots, à nous le courage de l'action ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française. - " Au Sénat ! " sur les bancs du groupe socialiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marc Ayrault](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1444

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 juin 2004

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 juin 2004